

plus grande entre le chiffre des électeurs du Parti et celui de ses cotisants.

Le nombre de sympathisants augmente dans le même temps où le nombre des organisés diminue à un rythme accéléré.

Alors qu'en 1924, il y avait 875.000 voix pour plus de 80.000 membres du Parti, c'est-à-dire environ un organisé pour dix électeurs, en 1928, il a 1.070.000 voix en face de... 28.000 membres : la proportion descend à peu près à un organisé pour trente-huit électeurs.

Cela signifie que le Parti est encore un grand parti électoral, qu'il influence encore nombre d'électeurs, mais que le contenu de son influence a baissé : pour ses sympathisants, il est beaucoup plus un parti extrémiste d'Opposition qu'un véritable Parti communiste. On vote pour le Parti, on n'entre pas au Parti ou l'on ne fait qu'y passer.

✱

Au deuxième tour, le Parti a maintenu ses candidats (sauf deux exceptions) même devant les candidats socialistes plus favorisés. C'était là, paraît-il, une application de la tactique « classe contre classe »...

Lorsque cette formule avait été lancée, nous avions approuvé la volonté ainsi affichée de mener une campagne électorale de classe. Cependant, redoutant les écarts de nos opportunistes de toujours, nous ajoutions une réserve sur le contenu qu'on pourrait donner à la formule. Nous n'avions que trop raison de tout redouter, car, sous une formule de classe, le Parti et l'Internationale n'ont su cacher que la caricature d'une conception de classe.

Le Parti communiste ne peut pas avoir aux élections une tactique immuable. Selon les cas, il pratiquera des alliances, il ira seul à la bataille ou boycottera les élections. Sa tactique varie avec l'analyse que le Parti donne de la situation et les conclusions qu'il tire de cette analyse. Et, naturellement, cette analyse doit être faite d'une façon collective, ces conclusions doivent être élaborées par l'ensemble des membres du Parti avant la consultation électorale envisagée.

Dans le Parti français, rien de tel : pas de discussion, pas de participation de la base du Parti au travail d'élaboration de la tactique électorale, simplement une décision d'en haut imposée par la voie hiérarchique. Si bien qu'on présente aux masses une conception que, même après les élections « certaines organisations de base du Parti n'ont pas compris... » (*L'Humanité*, du 4 mai 1928.)

Ici encore, les droits de la démocratie ouvrière à l'intérieur du Parti ont été foulés aux pieds par la bureaucratie, et, sans l'apparence d'une nécessité : la tactique aux élections de 1928 n'était pas une question imprévue, réclamant des organismes de direction une décision rapide et urgente, une action immédiate : c'était une tâche à laquelle tout le Parti avait le temps et la possibilité de participer.

Ainsi imposée d'en haut, la tactique électorale du Parti procède de l'appréciation de la situation que donnent les bureaucraties de l'Internationale.

Ecoutez la *Section d'Organisation* : « Cette tactique est basée sur l'appréciation d'une situation caractérisée par une radicalisation des masses prolétariennes et par un glissement à droite de plus en plus marqué de la social-démocratie. » (*L'Humanité*, 27 avril 1928.)

Conception assez étrange bien qu'elle soit en honneur aujourd'hui dans l'Internationale Communiste. Jusqu'ici, il avait semblé que la Social-démocratie s'efforçait à paraitre révolutionnaire dans les périodes de radicalisation des masses, qu'elle tentait alors de tromper les ouvriers avec ses « gauches ». Tout cela n'existe plus, car Boukharine a décidé que la situation est « caractérisée par une radicalisation des masses », et sa décision est sans appel. Mais les résultats de la tactique électorale adoptée en conséquence de cette prétendue radicalisation suffisent à démontrer que l'Internationale s'est trompée...

Que devient, dans cette conception, la petite bourgeoisie ? « La stabilisation du franc a rallié autour de la grosse bourgeoisie une grande partie de la petite bourgeoisie » répond *L'Humanité* (29 avril 1928).

En conséquence, le Parti définit sa tactique : « Deux classes en présence. D'un côté toutes les fractions de la bourgeoisie unies, décidées à faire triompher l'Union Nationale pour continuer avec plus de force encore leur politique anti-ouvrière... De l'autre côté le prolétariat groupé autour de son avant-garde, le Parti communiste ». (*L'Humanité*, 21 avril 1928.) Voilà le contenu que l'on va donner au mot d'ordre « Classe contre Classe ».

Ainsi, « toutes les fractions de la bourgeoisie unies » sont au même titre ennemies. Il ne s'agit plus de provoquer la neutralité de la petite bourgeoisie, de rechercher l'alliance de certaines couches payannes : il ne s'agit plus que d'engager la lutte en se mettant à la tête d'un prolétariat « radicalisé ». Ceux qui préconisent

cette tactique, ce sont, notez-le, les mêmes bureaucrates qui, aux élections sénatoriales de 1927 (c'est-à-dire après la faillite du Cartel) fabriquaient des listes communes dès le premier tour avec les bourgeois de gauche ; se sont les mêmes qui, le 19 février 1928, à l'occasion d'une élection municipale complémentaire (Carrières d'Amérique), s'adressaient en des termes d'une platitude écœurante « aux petits commerçants et artisans », aujourd'hui ralliés définitivement selon eux autour de la grande bourgeoisie.

Ici, le Parti retombe dans l'erreur dénoncée par Marx (*Critique du programme de Gotha*) : « C'est une absurdité de plus que de faire des classes moyennes conjointement avec la bourgeoisie et, par dessus le marché des féodaux une seule masse réactionnaire en face de la classe ouvrière ». Et Marx concluait qu'une falsification aussi grossière du *Manifeste Communiste* ne pouvait avoir pour but que de masquer l'« alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie ». Nous ne pensons pas que la tactique « Classe contre classe » soit destinée à appuyer la grande bourgeoisie contre la petite bourgeoisie, mais nous pensons qu'elle aboutit à ce résultat, puisqu'on renonce à arracher la petite bourgeoisie à l'influence de la grande, puisqu'on aboutit en fait à renforcer les formations politiques de la grande bourgeoisie.

✱

Quel est le résultat de la tactique du Parti au second tour ?

Incontestablement, le Parti n'a pas atteint son but qui était de « constituer un front de classe » (*Humanité* du 27 avril 1928). Le front de classe n'a pu se réaliser autour du Parti en raison du fait que les ouvriers ne sont pas encore « radicalisés » et conservent encore bien des illusions, illusions qu'ils manifestent en votant pour des socialistes et même pour des bourgeois de gauche, malgré les consignes du Parti.

Ne parlons que du nombre de voix, et laissons le nombre de sièges communistes diminué de moitié, et la défaite de la plupart des « chefs » parlementaires du Parti.

Partout où le candidat du Parti a été maintenu devant un socialiste plus favorisé, le Parti a vu baisser son nombre de voix. Quelquefois, le front unique s'est réalisé de cette manière, mais au profit des socialistes. C'est le cas de quatre circonscriptions dans le département de la Nièvre : le Parti y obtient 11.003 voix au premier tour ; tombe à 2.226 au deuxième, et toutes

les voix qu'il perd (près de 80 %) vont aux socialistes dont elles assurent la quadruple élection.

Dans certains cas, le déchet est encore plus fort. Dans l'arrondissement de Belley (Ain) les 1.571 électeurs du premier tour restent 136 au deuxième, les voix « communistes » s'étant portées... sur un candidat bourgeois ! Dans la première circonscription de Privas (Ardèche) les 1.172 électeurs ne se retrouvent que 18 : les autres, soit 98,4 % pratiquent la « discipline républicaine ».

Mais souvent, si le Parti ne conserve qu'une partie de ses voix, il retient ainsi un nombre d'électeurs suffisant pour faire battre le socialiste par son adversaire de droite.

Il en est ainsi dans le Nord que la *Section Centrale d'Organisation* donne en exemple. (*Humanité*, 4 mai 1928.) Au premier tour le Parti gagne 20.000 voix sur 1924, tandis que les socialistes en perdent une dizaine de mille.

Ne prenons que les circonscriptions de ce département où le Parti se maintient au second tour avec un nombre de voix moindre que le socialiste. Dans ces 18 circonscriptions, les 63.183 électeurs communistes du premier tour se retrouvent 47.477 au second, tandis que les socialistes passent entre les deux tours de scrutin de 127.610 à 156.439, regagnant ainsi largement les voix de ceux qui les avaient abandonnés depuis 1924, mais qui ne veulent pas pratiquer la politique du pire (car dans chacune de ces circonscriptions, il y a sur les rangs un candidat du patronat).

Néanmoins, les 47.477 électeurs fidèles, en restant fixés sur les candidats du B.O.P., font élire six réactionnaires en place de socialistes. Le même cas se reproduit si l'on s'en tient aux chiffres, pour dix-huit autres circonscriptions dans le pays, ce qui porte à vingt-quatre le chiffre des socialistes battus par le fait de la tactique communiste au second tour.

Tout cela en raison de la fameuse trouvaille « Tous dans le même sac ! » Mais déjà, l'on est obligé de revenir sur cette sommaire politique du pire, on avoue implicitement qu'il n'est pas indifférent d'avoir une Chambre de droite ou de gauche, car Thorez essaie d'en rejeter la faute sur les socialistes : « Leur Parti, écrit-il dans *L'Humanité* du 3 mai, portera la responsabilité directe des mesures réactionnaires que ne peut manquer de prendre une Chambre dont la composition répond exactement aux besoins du grand Capital. » Voilà qui